
Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Semaine du 25 au 31 mai 2018

Argentine

- Le peso argentin s'est déprécié de 1,2% en une semaine face au dollar
- Par décret, le Président Macri augmente les exigences en matière de déclaration d'intérêts et de patrimoine des juges
- Augmentation de la production d'énergie de 0,9% au premier trimestre 2018
- L'Argentine augmente les taxes à l'exportation sur le biodiesel
- OCDE : pas de décision sur les nouvelles candidatures à l'adhésion, en dépit du soutien apporté à l'Argentine

Chili

- Recensement 2017 : une population chilienne plus éduquée, vieillissante, et accueillant davantage d'immigrés
- Première rentrée d'impôts écologiques, rapportant 300 MUSD en avril 2018

Paraguay

- Libéralisation des prix du carburant
- Ratification du programme de l'OCDE afin de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales

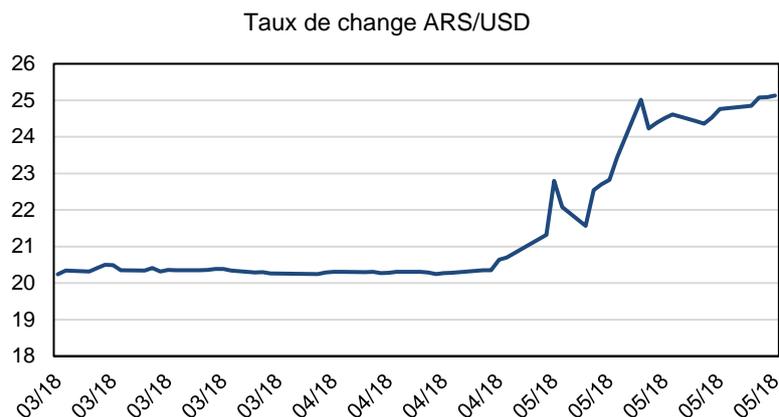
Uruguay

- Remise des offres de PPP pour la construction d'une voie ferrée reliant Montevideo à Paso de los Toros

Argentine

Le peso argentin s'est déprécié de 1,2% en une semaine face au dollar

La nouvelle hausse du dollar interbancaire mercredi 30 mai, de 9 centimes, après une hausse de 13 centimes mardi et de 11 lundi, a porté la parité à la clôture à 25,93 pesos mercredi. La BCRA n'est pas intervenue sur le marché des changes mais les ventes de la BNA (Banco de la Nación Argentina) pour un montant d'environ 300 M USD mardi et mercredi ont opposé un léger frein à la dépréciation du peso. Les tensions en matière de change demeurent : bien que la BCRA ait proposé la semaine dernière des opérations de swap pour allonger la maturité des titres les plus courts, les besoins de refinancement correspondant à la prochaine échéance de juin restent élevés (20 Mds de dollars, soit un peu plus d'un tiers des réserves).



Par décret, le Président Macri augmente les exigences en matière de déclaration d'intérêts et de patrimoine des juges

Les candidats aux postes de juge de la Cour Suprême et de juge fédéral devront être exempts de dettes envers l'AFIP (Administración Federal de Ingresos Públicos, responsable du recouvrement des impôts au niveau national) et déclarer leur patrimoine de manière détaillée afin de pouvoir être nommés. Ils auront également à signaler le nom des associations civiles et des sociétés commerciales dont ils sont ou ont été membres au cours des 8 dernières années ; le nom de leurs clients dans les cabinets d'avocats où ils auraient travaillé ; ainsi que toute autre activité ou engagement (personnel ou même de leurs proches) susceptible d'affecter leur impartialité. Le décret présidentiel, publié le 29 mai, élève donc notablement les exigences envers les postulants, qui jusqu'ici se limitaient à la divulgation d'informations sur le versement de leurs impôts.

Augmentation de la production d'énergie de 0,9% au premier trimestre 2018

L'Institut national de statistiques argentin (INDEC) a publié cette semaine un rapport indiquant, pour le premier trimestre 2018, une croissance de 6% de la production d'énergie en glissement annuel et de 0,9% en termes désaisonnalisés par rapport au quatrième trimestre de 2017. Cette dynamique est principalement portée par les secteurs pétrolier et gazier, la génération d'énergie électrique n'étant qu'en légère hausse.

L'Argentine augmente les taxes à l'exportation sur le biodiesel

La mesure, attendue, intervient quelques mois après l'imposition de sanctions à l'Argentine par le Département du Commerce des Etats-Unis : accusant le pays de dumping sur ce marché, l'administration américaine l'avait assujetti à des taxes à l'importation de plus de 65%. L'Argentine avait alors instauré des taxes à l'exportation sur le biodiesel à hauteur de 8% fin 2017, et lundi 28 mai a été publié au bulletin officiel le passage de 8 à 15% de ce taux à partir du 1^{er} juillet. Cette augmentation permettra de corriger les distorsions induites par le différentiel de taxation avec la matière première de ce biocarburant, l'huile de soja, pour laquelle les taxes argentines à l'exportation s'élèvent à 24,5% - un écart qui avait conduit l'Argentine à un différend avec l'Union européenne en 2013, porté devant les tribunaux de l'OMC.

OCDE : pas de décision sur les nouvelles candidatures à l'adhésion, en dépit du soutien apporté à l'Argentine

Deux ans après l'annonce de son intention d'intégrer l'organisation le 31 mai 2016, l'Argentine, qui aurait pu être invitée à engager le processus de candidature formel en vue de son adhésion lors de la réunion du Conseil des ministres de l'OCDE à Paris mercredi 30 et jeudi 31 mai, devra pour cela attendre une nouvelle réunion ministérielle. L'Argentine a néanmoins reçu le soutien de chacun des membres de l'organisation et espère initier la démarche dans le courant de l'année, lorsque ceux-ci s'accorderont sur les autres pays à inviter en même temps (parmi le Pérou, le Brésil, la Roumanie, la Bulgarie et la Croatie).

Chili

Recensement 2017 : une population chilienne plus éduquée, vieillissante et accueillant davantage d'immigrés

Le recensement confirme le profil d'un pays en fin de transition démographique, caractérisé par un vieillissement de la population et une baisse du taux de fécondité (de 1,6 enfant par femme en 2002 à 1,3 en 2017 au Chili). En revanche, l'immigration a fortement augmenté : la proportion de personnes déclarant être nées à l'étranger mais résider au Chili est passée de 0,8% des interrogés en 1992 (environ 100 000 personnes) à 4,35% en 2017 (presque 750 000 personnes). La moitié d'entre eux viennent aujourd'hui de trois voisins latino-américains : le Pérou, la Colombie et le Venezuela. La population est également de plus en plus éduquée : presque 30% des plus de 25 ans possèdent un diplôme du supérieur, et la durée moyenne de la scolarité dépasse désormais les 11 ans.

Première rentrée d'impôts écologiques, rapportant 300 M USD en avril 2018

L'imposition s'effectue au titre de l'année 2017 et en vertu de la réforme fiscale de 2014, entérinant un principe de « pollueur-payeur », qui s'applique aux sources de pollution mobiles (véhicules automobiles par exemple) et fixes (usines possédant des chaudières et turbines d'une puissance supérieure ou égale à 50 mégawatts thermiques).

Paraguay

Libéralisation des prix du carburant

Le gouvernement paraguayen a décidé par décret la dérégulation des prix de l'essence, auparavant subventionnés et fixés par décret à un maximum de 4 250 guaranis par litre pour chacune des 2 500 stations-service du pays. Les prix du gaz sont inchangés mais le ministre de l'Industrie et du Commerce Gustavo Leite a précisé qu'un réajustement des prix des transports publics en découlerait probablement.

Ratification du programme de l'OCDE afin de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales

Le Paraguay a signé le 29 mai à Paris la *Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale* de l'OCDE. Le pays est le 119^e à y adhérer et confirme ainsi son avancée vers une position coopérative sur le sujet, puisqu'il avait déjà intégré en 2016 le Forum mondial sur la transparence et l'échange d'information à des fins fiscales.

Uruguay

Remise des offres de PPP pour la construction d'une voie ferrée reliant Montevideo à Paso de los Toros

Trois offres ont été remises le 29 mai pour la construction et la maintenance de 273 km de voies de fret ferroviaire en schéma PPP. L'entreprise française NGE, alliée aux uruguayens Saceem, Berkes et à l'espagnol Sacyr, est en concurrence avec Acciona et les chinois CMEC-SDHS. L'adjudication devrait intervenir fin juin ou début juillet. Ce projet estimé à environ 500 M€ sera véritablement structurant pour l'Uruguay. Il vise à permettre l'exportation de la production de la nouvelle usine de cellulose du finlandais UPM, dont l'investissement de 2 Mds d'euros annoncé en novembre dernier avait été conditionné à la réalisation de cette infrastructure.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.